



DÉCLARATION LIMINAIRE ÉLAN COMMUN CSA U REA AuRA DU 2 FÉVRIER 2023

Mesdames, Messieurs, membres du Comité Social d'Administration de l'enseignement agricole public d'Auvergne-Rhône-Alpes,

En ce début d'année civile 2023 et de « l'après-crise » sanitaire, les temps sont durs. En pleine période d'inflation et de réformes pédagogiques et sociales, l'Élan Commun voudrait vous rappeler si besoin que les personnels de l'enseignement agricole public et des autres ministères sans doute, s'épuisent.

En effet pour nous, personnels de l'Éducation au sens large, cela fait 6 ans maintenant que M. Blanquer ancien Ministre de l'Éducation Nationale temporairement intronisé ministre décideur de tout l'enseignement y compris agricole pendant la crise du COVID 19, avait promis que l'enseignant français serait parmi les mieux payés d'Europe avant la fin de la décennie. Malheureusement cette décennie en question s'est achevée en 2020 et rien de nouveau pour notre pouvoir d'achat ne faisant pas partie des « premières lignes » durant la crise, du « Quoi qu'il en coûte ».

Nous en voyons malheureusement les effets sur le manque d'attractivité de notre métier, que ce soit en terme de recrutement mais également en terme d'envie de « rester dans le métier ». Pour beaucoup, nous avons beau l'exercer par vocation et l'aimer, l'idée de la démission et de la reconversion trotte de plus en plus dans nos têtes.

A l'absence de revalorisation salariale, s'ajoute le rythme des réformes imposées impossible à tenir et trop souvent liées à une volonté d'économies budgétaires. Pour n'en citer que quelques-unes :

- L'École de la confiance (mais surtout le droit de se taire)
- Réforme du Bac Général brouillonne, réalisée dans l'urgence, suivie de plusieurs rétropédalages et qui n'a fait que mettre les apprenants dans le doute quant au choix des spécialités en Terminale pour réussir leur orientation et mettre les enseignants sous pression vis-à-vis des familles avec la mise en place du contrôle continu.
- Parcoursup (qui est une machine imbuvable, renforçant l'inégalité des chances avec la prise en compte des notations des différents lycées dans « l'algorithme » et qui a fait émerger des entreprises malhonnêtes de coaching qui mettent en vente des services et profitent du stress permanent des apprenants).
- Réforme sur la liberté de choisir son avenir professionnel (une simple privatisation de l'apprentissage en laissant aux entreprises la liberté de faire leurs programmes et leurs diplômes)
- La transformation de la fonction publique (avec la suppression des CAP laissant libre court aux volontés de l'administration sans contrôle et la main aux directeurs d'EPL pour noter à leur guise les agents)
- Il y en a bien d'autres ... !

Il y a également les différentes rénovations des référentiels, livrés avec des contenus réduits à de simples titres, comme les BTS et les Bac Pro dont la mise en application est chronophage pour les différentes équipes, qui réalisent souvent ce travail sur leur temps personnel et sans reconnaissance.

Et que dire de la réforme de la voie professionnelle qui a débuté il y a plusieurs années par la réduction du temps de formation, avec la suppression du BEPA, et qui nous promet encore de sombres heures pour la qualité de la formation de nos élèves de bac professionnel.

A tout cela s'ajoutent des notes de service, transmises de haut en bas sans concertation en plein milieu de l'année scolaire où on demande des changements de méthode sans tenir compte ni du travail ni des pratiques menées. Nous pouvons vous donner l'exemple de la note parue le 19 janvier qui change la manière de noter, de réaliser ainsi que les compétences évaluées en ECE de Biologie Écologie de la spécialité du Bac général, note de service qui sort un mois et demi avant les épreuves !

Pour en finir avec tout ce travail, qui en grande partie est non reconnu et s'apparente bien souvent à du bénévolat, voilà que dans ces conditions on souhaite nous faire travailler plus longtemps pour équilibrer le régime des retraites par répartition sachant qu'il y a bien évidemment d'autres sources de revenu pour pallier ce déficit (superprofits, grandes fortunes, entreprises (fin du CICE par exemple)). Déficit voué à se stabiliser d'ici 2070 d'après toutes les projections du COR. Une réforme bien mal venue donc... Tout d'abord injuste, notamment pour les femmes, deuxièmement non prioritaire dans un contexte d'augmentation du coût de la vie, avec les problèmes dans l'éducation, la santé ou encore la pauvreté qui ne cesse d'augmenter.

La cerise sur le gâteau étant que pour cette réforme, nous avons reçu un premier mail par le biais du SRH de Stanislas Guérini, Ministre de la Fonction Publique qui nous explique cette réforme. Soit ! Mais nous avons également reçu le jeudi 27 janvier, tous les fonctionnaires, un autre mail sur nos boîtes mails personnelles. Un mail du ministre de la fonction publique qui s'est donné le droit d'utiliser la banque de données de la direction générale des finances pour nous réexpliquer cette réforme.

Cela devient à la limite du harcèlement et de l'utilisation abusive des données des fonctionnaires français.

Ce que nous voulons vous dire avec cela, c'est que nous voulons faire notre travail pour nos apprenants, leur offrir le meilleur avenir possible avec une égalité des chances pour qu'ils puissent tous y parvenir !

Nous voulons faire notre travail mais nous sommes excédés ! Nous voulons faire notre travail correctement et dans de bonnes conditions notamment salariales à la hauteur de nos compétences et de nos diplômes, des réformes de programmes et de diplômes mises en place dans la concertation! Ne sommes-nous pas les expertes et les experts de nos métiers ?!?

Merci